

Éditorial : Vingt ans après...

Béatrice Giblin

Vingt ans après (ou presque) aurait pu être le titre de ce numéro consacré à la Russie puisqu'en 2002 nous avons fait un numéro avec ce titre : *La Russie, dix ans après* et dix ans encore avant, en 1992, *Cela s'appelait l'URSS* (joli titre) et enfin *Les Marches de la Russie*, titre qui, compte tenu de la date de parution – mai 1989 – était en quelque sorte prémonitoire. La composition de celui-ci résulte d'une association de ces trois thèmes, puisqu'on y trouve à la fois des articles sur la géopolitique interne de la Russie, sur les relations géopolitiques qu'elle entretient avec ses marches devenues son étranger proche, et enfin avec l'Europe.

En 1989, Yves Lacoste écrivait dans son éditorial des *Marches de la Russie* :

La *glasnost* et la *perestroïka* entraînaient l'apparition de très graves problèmes géopolitiques, celui des nationalités que l'on avait pensé réglé et qu'il s'agissait de problèmes géopolitiques qui relevaient de la géopolitique interne puisqu'ils s'inscrivent dans le cadre des frontières d'un même État, l'Union soviétique, mais ils sont aussi en train de devenir des problèmes de géopolitique externe, dans la mesure où se développent des aspirations plus ou moins sécessionnistes.

On sait que ce fut le cas, mais sans pouvoir imaginer que la sécession qui conduirait à l'éclatement de l'URSS serait celle de la Russie. Et comme l'écrivait avec simplicité Y. Lacoste :

C'est un grand embarras qu'il a fallu surmonter pour rédiger cet éditorial. Depuis les débuts de la revue, nous n'avions jamais tenté d'envisager des changements aussi rapides et inattendus dans le cadre d'un ensemble géopolitique aussi vaste et complexe.

Vingt et un ans plus tard, l'embarras est assurément moins grand, néanmoins la Russie reste un ensemble politique vaste et complexe et il n'est pas si facile de

HÉRODOTE

prendre la juste mesure de la géopolitique interne russe. Ainsi, où en est-on du mouvement des nationalités dans cette vaste fédération qu'est la Russie? En a-t-elle fini avec les mouvements sécessionnistes? Si le séparatisme tchéchène paraît maîtrisé – et l'on sait de quelle manière –, la situation du Daghestan se dégrade; qu'en est-il des Tatars (musulmans) de la région Volga-Oural? De même, où en est la société russe qui est sans doute éminemment plus complexe que la représentation qu'en ont les Européens? Le Caucase est perçu de prime abord comme un ensemble géopolitique avant d'être une haute montagne parce qu'il est connu comme une zone de tensions et de conflits dont, s'ils s'aggravaient, on ne sait pas très bien évaluer les conséquences sur la stabilité de la région, voire même sur un espace encore plus vaste susceptible de concerner l'Europe. À cela s'ajoute la menace, plus ou moins réelle, de voir se développer des foyers de terroristes musulmans dans les États musulmans du Caucase. On sait que c'est cette menace qui conduisit Vladimir Poutine à accorder sans hésitation son soutien aux États-Unis après les attentats du 11 Septembre. Comme le montre Jean Radvanyi dans son article ci-après, les républiques autonomes du Nord-Caucase de la Fédération de Russie en « demeurent la région la plus fragile – tensions récurrentes, attentats, confrontations violentes entre les forces de l'ordre et divers groupes contestataires, nationalistes ou islamistes radicaux. Les tensions récentes survenues dans pratiquement toutes les républiques du Caucase surviennent dans un contexte de crise économique et sociale que n'ont pas encore réduit les importantes dotations budgétaires fédérales. C'est que l'efficacité de l'action gouvernementale se heurte ici à un système de pouvoir qui, plus encore que dans le reste du pays, repose sur des alliances de clans, des pratiques de corruption que dénoncent régulièrement les islamistes... Moscou peine à dégager une stratégie de stabilisation efficace ».

À ces questions de géopolitique interne s'ajoutent celles désormais externes, puisque les anciennes républiques socialistes sont devenues des États indépendants sans toutefois effacer l'héritage de l'ancien empire – que ce soit du fait de la présence de Russes, perçus dorénavant comme une minorité étrangère, l'État russe se devant de s'intéresser aux conditions de vie de ses ressortissants, ou aussi parce qu'il ne va pas de soi d'accepter de ne plus être une grande puissance et de ne plus avoir le moindre droit de regard sur des territoires qui furent dans l'empire. Comme il est probable que Vladimir Poutine se considère comme appartenant à la lignée des grands dirigeants russes, il se veut architecte de la restauration russe. Or une armée puissante est un moyen de se faire respecter, c'est pourquoi l'armée russe est en profonde réorganisation et son budget en forte hausse. Selon le dernier rapport de l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (Sipri), le budget militaire russe a augmenté de 105 % et Vladimir Poutine souhaite qu'il atteigne 3 % du PIB en 2012; par comparaison, le budget militaire chinois a augmenté de 217 % (c'est le deuxième au monde, mais loin derrière les États-Unis). En outre, il ne faut

Hérodote, n° 138, La Découverte, 3^e trimestre 2010.

pas négliger l'importance de l'industrie de l'armement dans l'économie russe : les investissements dans la recherche et la production d'armements très performants et modernes en sont la preuve. Selon le président Medvedev, les exportations d'armes russes auraient atteint 8,5 milliards de dollars en 2008.

L'éloignement russe de l'Europe ?

Faut-il nécessairement y voir une menace pour l'Occident ? Tout dépend des objectifs – défensifs ou offensifs – que le pouvoir politique lui imposera. En revanche, ce qui est désormais certain, c'est que le gouvernement russe ne tolère plus l'extension de l'OTAN dans les États qu'il considère comme pouvant représenter une menace pour sa propre sécurité. Car, aussi paradoxal que cela puisse paraître au vu de l'immensité du territoire, la crainte de l'encerclement est une représentation très présente dans les milieux dirigeants russes civils et militaires. Or l'intégration des pays baltes dans l'OTAN et les demandes d'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine (qui semble depuis l'élection du président Ianoukovitch en février 2010 avoir abandonné ce projet) accréditent l'idée de la volonté de l'OTAN, donc des Américains, de s'installer aux marges de la Russie afin de mieux la contrôler. Les Russes les plus nationalistes imaginant même une invasion venue de l'Ouest, quand les plus pragmatiques, de loin les plus nombreux, cherchent les moyens d'une entente.

Sans doute cette représentation d'un possible encerclement pousse-t-elle la Russie à renouer des relations étroites avec son étranger proche, que ces relations soient plus ou moins souhaitées par ses partenaires. La mise sur pied en 2002 de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), qui regroupe en 2010 l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, en est la traduction. Selon le président russe Vladimir Poutine, les priorités de l'OTSC incluent la coopération en matière de défense aérienne, de production d'armements, de préparation des troupes militaires et de missions de maintien de la paix. Elle dispose aujourd'hui d'une Force collective de réaction rapide (KSOR) et a obtenu le statut d'observateur à l'Assemblée générale des Nations unies, elle est reconnue par l'OSCE et l'OSC. La priorité est donnée à la capacité de combattre le terrorisme et au rétablissement de capacités russes de projection de puissance à l'échelle mondiale. L'OTSC est parfois qualifiée d'OTAN russe, on peut d'ailleurs voir dans la coopération de l'OTSC avec l'OTAN, notamment en Afghanistan, la volonté d'accréditer cette représentation.

Dans ce contexte, l'intervention de l'armée russe en Géorgie en août 2008 a été perçue par certains observateurs comme étant le signe du retour incontestable de cette volonté de puissance, la volonté de donner un signe clair aux Occidentaux qu'il y avait des limites à ne pas dépasser. Michel Guéneac (voir son article dans

ce numéro) rappelle que les signes avant-coureurs de cette intervention militaire russe étaient clairs et celle-ci justifiée du point de vue des Russes au vu de la tumultueuse histoire de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud avec la Géorgie.

Les désillusions russes à l'égard de l'Europe sont bien réelles, y compris dans la jeunesse, et les valeurs européennes ne paraissent plus préoccuper le moins du monde le gouvernement Medvedev-Poutine qui ne se montre guère soucieux de respecter les droits de l'homme car il ne craint aucune représailles de l'Europe. La gouvernance européenne n'est plus le modèle à suivre. Faut-il nécessairement en conclure que la Russie est désormais plus asiatique qu'euro-péenne ? Il est vrai que la représentation géopolitique de l'Eurasie a toujours cours dans certains milieux conservateurs russes (Douguine) ou encore celle de « *heartland* » du monde actuel en reprenant la vieille représentation de Mackinder qui, bien que fausse, garde ses adeptes. De même, il est incontestable que le gouvernement russe se préoccupe du développement de son Extrême-Orient, qu'il caresse l'espoir de maîtriser cet immense espace, ce qui n'est pas, depuis sa conquête, une mince affaire (voir l'article de C. Gras), et qu'il n'est pas question d'y laisser les Chinois en faire un terrain de développement. Ce qui ne signifie nullement que les relations avec le gouvernement chinois ne représentent pas un enjeu majeur pour la Russie : celles-ci sont de fait l'objet d'une grande attention non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans celui de la défense. Cependant, il se peut aussi que l'émergence de la Chine en tant que grande puissance ne plaise guère aux dirigeants russes car ceci confirme un peu plus leur déclassement. Seule une représentation optimiste place la Russie dans le groupe des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), celui des puissances émergentes, association valorisante à laquelle tient la Russie – au mieux, ce serait une puissance réémergente. Mais elle est loin de connaître le même dynamisme économique que les trois autres et moins encore leur dynamisme démographique. De ce point de vue, la Russie est dans une situation plus proche de celle de l'Europe quant au vieillissement de la population mais avec une espérance de vie beaucoup plus courte (61 ans pour les hommes). La Russie est un pays vieillissant confronté à l'arrivée de nombreux migrants principalement d'Asie centrale, et il y a dans certains secteurs un réel déficit de main-d'œuvre. Mais, on le sait, la présence étrangère suscite des réactions xénophobes principalement envers les musulmans d'Asie centrale.

Avec l'Europe, ce ne sont pas des rivalités de puissance qui sont en jeu puisque, pour les Russes, l'Europe en tant que puissance n'existe pas. Elle est par contre un marché¹ qu'il faut savoir développer. La Russie souhaite nouer des accords

1. La Russie est le troisième partenaire de l'UE pour les importations (premier partenaire, la Chine avec 16 %, puis les États-Unis, 12 % et la Russie, 11 %) et le deuxième pour les exportations (8 %) derrière les États-Unis (19 %) et la Chine (6 %).

bilatéraux avec chacun des États européens plutôt que des accords globaux avec l'UE, afin de mieux tirer profit des particularités de chacun. Les dirigeants de l'UE vis-à-vis de la Russie ont à la fois des préoccupations économiques mais aussi de sécurité ; c'est d'ailleurs pour assurer, d'une part, la stabilité des États à l'ouest de la Russie et, d'autre part, ses approvisionnements en gaz que l'UE a lancé le partenariat oriental en mai 2009, destiné à renforcer ses relations avec quatre pays d'Europe orientale, le Belarus, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, et deux du Caucase du Sud, l'Arménie et l'Azerbaïdjan : accords de libre-échange, aide financière, aide à la sécurité énergétique et déplacements vers l'Union européenne (UE) sans visa. La crise russo-ukrainienne dans l'approvisionnement du gaz en 2009 a en effet donné à réfléchir aux Ukrainiens comme aux Européens. Fermer les vannes des gazoducs est un moyen de pression efficace pour faire entendre raison à des partenaires récalcitrants, comme le gouvernement ukrainien en fit l'expérience et indirectement ceux des États européens qui dépendent pour une large part des importations des hydrocarbures russes. En 2005, la Russie fournissait environ 50 % du gaz naturel et plus de 30 % du pétrole importés par l'UE.

Mais, comme le montre Susanne Nies, cette dépendance énergétique des États européens est plutôt une interdépendance car les Russes ont aussi impérativement besoin de vendre leur gaz et leur pétrole, leur économie étant pour le moment plus une économie de rente qu'une économie productive. Et ce d'autant plus que les découvertes régulières de nouveaux gisements de gaz, souvent énormes, rendent les conditions du marché incertaines. Les engagements étatiques dans des contrats de longue durée sont donc activement recherchés. Aussi ne faut-il pas trop surévaluer la menace russe dans ce domaine.

En revanche, les Russes sont très intéressés par le savoir-faire technologique des Européens. En effet, la part des entreprises industrielles russes engagées dans le développement et l'introduction des technologies d'innovation ne dépasse pas 10 % actuellement et la part des produits innovants est de 5,5 % du marché, aussi les responsables russes sont-ils intéressés par le transfert de technologies de pointe.

Vingt ans après l'éclatement de l'URSS, la Russie n'est assurément pas devenue une puissance euro-atlantique, ce n'est pas le camp qu'elle a choisi mais, pour autant, en est-elle devenue une menace pour l'Occident ? C'est en partie à cette question que ce numéro tente de répondre.